

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
44200 Nantes

Nantes, le 02/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MONDELEZ International

Route de Clisson
BP 38
44690 LA HAIE FOUASSIERE

Références : N4-2022-1069-Mondelez-RI
Code AIOT : 0006301415

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/10/2022 dans l'établissement MONDELEZ International implanté Route de Clisson BP 38 44690 LA HAIE FOUASSIERE. L'inspection a été annoncée le 04/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MONDELEZ International
- Route de Clisson BP 38 44690 LA HAIE FOUASSIERE
- Code AIOT : 0006301415
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est une biscuiterie industrielle produisant, sur plusieurs lignes de production, des biscuits sucrés et salés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de la précédente inspection
- Surveillance des eaux usées et pluviales et des rejets atmosphériques
- Moyens d'intervention en cas d'accident
- Demandes dans le cadre du dossier de ré-examen IED

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	suites de la précédente inspection (18/03/21)	Autre du 18/03/2021	/	Sans objet
2	surveillance des eaux usées et des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 04/07/2005, articles 7.3.1 et 33	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 04/07/2005, articles 9 et 10	/	Sans objet
4	moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 04/07/2005, articles 29 et 30	/	Sans objet
6	Elimination et valorisation des déchets	Code de l'environnement	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	demandes dans le cadre du dossier de ré-examen IED	Autre du 04/10/2022	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence deux difficultés majeures :

- les données de surveillance des rejets aqueux et atmosphériques n'ont pas pu être présentées par l'exploitant. L'explication fournie par l'exploitant est que le correspondant HSE est nouvellement en poste depuis quelques mois. **Ceci témoigne d'un archivage defectueux qui est donc à améliorer.**
- une non conformité sur un paramètre d'eaux usées a duré 6 semaines sans que l'exploitant n'ait l'information ni ne soit associé à la prises de décisions. Il ne dispose pas des données de surveillance. **Cette absence de transmissions d'information entre l'exploitant et l'entreprise à laquelle il a délégué le traitement de ses eaux usées est problématique, car l'exploitant est le responsable de la qualité des eaux qu'il rejette au milieu.**

Sur la prise en compte du risque accidentel, l'exploitant a montré que ce sujet est correctement suivi et pris en charge : contrôles des équipements de lutte contre l'incendie, formation du personnel, systèmes d'obturation du réseau d'eaux pluviales en cas d'incident et investissements à venir.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Suites de la précédente inspection (18/03/21)

Référence réglementaire : Autre du 18/03/2021
Thème(s) : Risques accidentels, suites inspection
Prescription contrôlée : Réalisation de l'exercice POI 2021 (et éventuellement 2022) : Compte-rendu de POI? Dispositif d'isolement "pollustop" : la mise en place était envisagée au 31/03/22 Mise en place effective? Plan de stockage des matières dangereuses : il devait être mis à jour mi-2021
Constats : La date du dernier exercice POI n'a pas pu être précisée lors de l'inspection. Le compte-rendu de cet exercice POI sera adressé à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois. Les dispositifs d'isolement "pollustop" sont en place depuis 2021. L'exploitant avait indiqué, par courrier du 29/04/21, que le plan de stockages des matières dangereuses serait ajouté lors de la mise à jour du plan d'établissement répertorié (PER) en juin 2021. Lors de l'inspection, la nouvelle version du PER a été consultée ; le plan de stockage des matières dangereuses n'était pas joint au document. L'exploitant doit établir un plan des stockage des matières dangereuses dans l'établissement ; il transmettra le document à l'inspection des installations classées et le joindra au PER de l'établissement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°2 : Surveillance des eaux usées et des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2005, articles 7.3.1 et 33
Thème(s) : Risques chroniques, eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Respect des flux et concentrations en MES, DCO, DBO5, N et P. Valeur définies aux 7.1 (eaux pluviales) et 7.3.1 (eaux résiduaires) de l'AP du 04/07/05 Respect de la fréquence de contrôle, par paramètre, des eaux résiduaires et des eaux pluviales : définis au 7.2 AMPG du 27/02/20 Pièces demandées : - Bilans des consommations d'eau et des volumes d'eaux usées rejetées pour 2020 et 2021 (valeur max AP 2005 : 700 m3/jour) - Rapports d'analyses 2022 des rejets aqueux (eaux usées et eaux pluviales) Suites données aux non-conformités "graisses" début 2022 (déclarations GIDAF)
Constats : Les valeurs du volume mensuel d'eau consommée ont été consultées (autour de 10.000 m3/mois). Elles sont compatibles avec la valeur maximale définie dans l'AP (700 m3/jr=22.000 m3/mois). Les bilans et données relatifs aux concentrations et flux dans les eaux pluviales et les eaux usées n'ont pas pu être présentés par l'exploitant Ils seront transmis par la suite à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois. De plus, la non-conformité en matières en suspension en février et mars 2022 a duré 6 semaines avant sa résolution. Le pilotage de la tstation de traitement et le suivi de la qualité des eaux sont délégués à un prestataire. L'exploitant ne dispose pas des résultats des analyses et n'est pas informé des situations de non-conformités ; il n'est donc pas associé à la gestion de ces situations. Bien que la prestation soit déléguée, l'exploitant est responsable de la qualité des eaux qu'il rejette. A ce titre, il doit disposer de ces informations (leur historique et en temps réel) et être associé à la prise de décisions en cas de non-conformité. L'exploitant précisera les dispositions prises en ce sens.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°3 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2005, article 9 et 10
Thème(s) : Risques chroniques, air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Respect des VLE (SOX, NOX et poussières) sur les deux types de combustion (chaudières et fours)
Constats : De la même manière que pour la surveillance des eaux, il n'a pas été possible à l'exploitant de présenter les dernières données de surveillance des rejets atmosphériques. Elles seront adressées à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois. L'exploitant a prévu la réalisation dans les prochains mois de mesures sur l'ensemble des émissaires et l'ensemble des paramètres devant être surveillés, afin de disposer d'une vision globale de ses rejets. A noter que l'exploitant n'a pas changé de recettes de ses produits depuis de nombreuses années : la périodicité minimale de surveillance des rejets atmosphériques reste donc de 3 ans.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°4 : moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2005, articles 29 et 30
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Contrôle des poteaux incendies, RIA et installations de sprinklage Réserves d'eaux Réseau de sprinklage secouru par moto-pompe Réserves de produits absorbants Exercice annuel proposé au SDIS Formation du personnel : Exercice annuel évacuation Exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens de protection et d'intervention affectés à leur établissement ; Un entraînement périodique à la conduite des installations frigorifiques en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité, et à l'intervention sur celles-ci.
Constats : L'exploitant a présenté les derniers rapports de vérifications (24/01/22) pour ses extincteurs (635) et ses dispositifs d'extinction au CO2 (14 lignes), ainsi que pour les 62 RIA. L'inspection des installations classées constate que la réserve d'eau d'extinction de 6000 m3, alimentée par les rejets de la station de traitement, est remplie. L'exploitant dispose de plus d'une citerne souple (600 m3). (alors que le réservoir de 30m3 dans le local pompes n'existe plus). Le réseau de sprinklage est secouru par moto-pompes (essais mensuels) Le site dispose de réserve d'absorbants. Des exercices pour les équipiers de seconde intervention (31 personnes) ont lieu régulièrement. Concernant le risque ammoniac, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir des informations sur les exercices spécifiques à ce risque. Il les adressera à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois. L'exploitant précise que des travaux sur le volume et le type de réserve d'eau, sur le sprinklage et sur la moto-pompe sont en réflexion. Il adressera à l'inspection des installations classées un dossier de porter à connaissance lorsque le projet sera finalisé.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°5 : Demandes dans le cadre du dossier de ré-examen IED

Référence réglementaire : Autre du 04/10/2022
Thème(s) : Réexamen IED
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : * actualisation classement ICPE * révision VLE MES * mesure NH3 dans fumées
Constats : Dans le cadre de son dossier de ré-examen IED, l'exploitant a formulé plusieurs demandes. L'inspection a permis de faire le point sur les différentes demandes : - Demande d'augmentation de la valeur limite d'émission en matières en suspension (de 25 à 30 mg/L) : la demande, pour être acceptée, devra être mieux justifiée . Préciser si la demande d'augmentation porte également sur les flux en MES. Actualiser les données associées au SDAGE. Modifier la référence à une masse d'eau souterraine (FRGG027) en une référence à une masse d'eau superficielle (FRGR0545). Reprendre les éléments sur le débit QMNA5 (en Loire alors que le rejet a lieu dans la Sèvre). - Demande de suppression du paramètre NH3 dans les rejets atmosphériques : la coquille (5 mg/Nm3 au lieu de 50 mg/Nm3) sera corrigée lors de la rédaction d'un arrêté préfectoral complémentaire. En revanche, le paramètre NH3 ne sera probablement pas supprimé. L'affirmation que le NH3 n'est pas surveillé par Air Pays de la Loire est inexacte et l'argument d'une absence de gêne ressentie par les riverains est inadapté : l'enjeu sanitaire est le risque chronique (NH3 précurseur de particules), risque qui est généralement non ressenti. - les rubriques ICPE seront mises à jour dans l'arrêté préfectoral complémentaire - Demande de ne pas mesurer les chlorures dans les rejets aqueux : un allègement de la fréquence de surveillance voire l'absence de surveillance régulière peut être accepté en l'absence de problématique milieu et pour des niveaux faibles en concentrations et flux de la substance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°6 : Elimination et valorisation des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement
Thème(s) : Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Respect du code de l'environnement
Constats : Il a été constaté que le tri 5 flux pourrait être amélioré (présence de cartons et de plastiques dans une benne "tout-venant"). Tout au long des chaînes de préparation, cuisson et conditionnement, des produits ne respectant pas les standards de qualité sont écartés. Ces produits écartés, qui représentent entre 5 et 10 % de la production du site (2600 tonnes/mois), sont envoyés en filière de production d'alimentation animale. Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que les produits écartés déjà conditionnés (emballages et suremballage) partaient en l'état en alimentation animale, sans que les paquets ne soient ouverts. L'exploitant fournira, sous un mois, les éléments permettant de justifier cette valorisation des produits écartés déjà conditionnés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet